

vant les mêmes juges qui décernent les récompenses en Europe, et la valeur des diplômes accordés sera la même.

Il y a là une idée qui mérite certainement l'encouragement de tous les amis de l'art.

CIVIS.

VENT DE REVOLTE

Les journaux libéraux les plus influents du Nouveau-Brunswick recommencent leur campagne de protestation contre la manière dont les affaires du parti sont administrées dans cette province.

On sait que sous la direction de M. Blair, le Nouveau-Brunswick a été doté d'un gouvernement de coalition, conforme à tous les principes du Tartisme. Or, dès la retraite de M. Blair, les conservateurs qui étaient entrés dans le cabinet à la faveur des éternels principes de coalition, firent un grand mouvement pour faire nommer un des leurs premier ministre, de sorte qu'on aurait eu le spectacle étrange d'un ministère soi-disant libéral dirigé par un conservateur, à la vue de tout le monde.

Les libéraux, M. Ellis, le zélé député fédéral en tête, commencèrent à trouver que c'était un peu fort, et la manœuvre échoua. Mais on sait qu'il y a des gouvernements qui ne sont pas dirigés par le premier ministre, et il paraît qu'au Nouveau-Brunswick, le premier ministre libéral règne mais ne gouverne pas.

De là, la nouvelle campagne de protestation des journaux libéraux. Ils en ont assez de la coalition. Ils disent que si le parti libéral doit porter la responsabilité de l'administration, il n'est que juste qu'il en ait la direction et les émoluments.

En cela, du reste, la presse libérale rencontre les vues des conservateurs bien pensants, qui, il n'y a pas longtemps, réunis en convention, se sont déclarés en faveur d'une lutte franche et loyale entre les deux partis.

Le fait est que dans tous les pays du monde, le jeu de coalition est un jeu de dupe qui ne pro-

fité qu'à un petit nombre d'intrigants qui s'enrichissent au détriment du public.

Partout où le régime constitutionnel a été adopté, la population s'est naturellement divisée en deux partis, l'un voulant le maintien des choses du passé, l'autre cherchant le progrès et les réformes.

Entre ces deux éléments respectables la lutte est clairement définie, l'électorat peut facilement faire son choix. Il en résulte que les défaillances du parti au pouvoir lui sont désastreuses, et, par conséquent, qu'il cherche à les éviter. C'est le moyen d'avoir la meilleure administration possible.

Mais il arrive parfois que des aventuriers politiques, exploitent les moments de crise et de désordre, trouvent leur bénéfice à trahir leur parti pour se faufiler au pouvoir avec l'ennemi. Alors, ces nouvelles recrues sont traitées comme l'ouvrier de la onzième heure, en enfant gâté; tous les préjugés qu'ils ont apportés avec eux doivent être respectés, toutes les récompenses doivent être pour eux; les programmes sont modifiés pour leur faire plaisir. Durant ce temps, ces nouvelles recrues font bombance, placent leurs parents, les parents de leurs parents et leurs amis, sous prétexte qu'il faut être modéré.

Il est bien vrai que c'est avec du miel qu'on attrape des mouches, mais dans le cas présent les mouches mangent tout le miel.

Quant au public du dehors il est dérouteré par ces changements de front; il ne comprend rien à ces alliances hybrides et il perd le contrôle des partis quand il ne s'en détourne pas dégoûté.

On ne saurait trouver une condition plus désavantageuse pour la bonne administration de la chose publique.

Or, c'est précisément l'intérêt de M. Tarte de maintenir cette condition. Après avoir trahi les conservateurs et dupé les libéraux, il a eu l'habileté de faire appeler au gouvernement des hommes qui avaient de longue date pratiqué le même truc dans leurs provinces respectives. Mais le public commence à être lassé et la révolte s'annonce dans les provinces maritimes comme dans Québec.